

Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain

Sous la direction de **Christian Bardot**

ISBN : 978-2-7440-7273-4

Partie III – Géodynamique continentale de l'Europe, de l'Afrique, du Proche et Moyen-Orient

Thème 17 : Afrique du Nord et Moyen-Orient : quelle unité ?

1. *Unité et diversité des civilisations en Afrique du Nord et au Moyen-Orient : langues et religions*
2. *Histoire politique des États d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient : principaux repères*
3. *Les villes dans le monde arabe*
4. *Typologie des réactions à la vague islamiste dans le monde musulman*
5. *Les ententes régionales dans le monde arabe*
6. *Trois stratégies de développement dans le monde arabe : étude de cas*
7. *La Palestine et le conflit israélo-arabe : quelques repères*
8. *Les relations entre la France et le Maghreb*
9. *Les routes du pétrole en Méditerranée*
10. *Les conflits territoriaux en Afrique du Nord et au Moyen-Orient*
11. *La condition des femmes dans le monde arabo-musulman : deux cas*

1. Unité et diversité des civilisations en Afrique du Nord et au Moyen-Orient : langues et religions

Tableau 17.1 – Unité linguistique / diversité religieuse

État	Religion majoritaire	Minorités religieuses	Rapports réciproques
Liban	Aucune	Sunnites : 25 %	Dialectique entre nationalisme anti-syrien et/ou anti-israélien et affrontements communautaires
		Chiites : 25 %	
		Maronites : 23 %	
		Greco orthodoxes : 8,5 %	
		Druzes : 5,7 %	
		Autres : 7,8 % (Alaouites + onze communautés chrétiennes)	
Égypte	Sunnisme	Coptes : 15 %	Discriminations et tensions (émeutes d'Alexandrie, 2006)
		Chiites (ismaéliens) : 5 %.	
Syrie		Chrétiens : 10 %	Mainmise alaouite sur l'État
		Alaouites : 10 %	
		Druzes : 15 %.	
Arabie Saoudite	Chiites : 2,5 %	Discriminations	
Yémen		Chiites (zaydites) : 45 %	Tensions
Oman	Kharidjisme (ibadisme)	Sunnites : 20 %	Pouvoir sunnite
		Hindous : 15 %	

Tableau 17.2 – Unité religieuse, diversité culturelle

État	Religion quasi exclusive	Langue dominante	Langues minoritaires	Rapports réciproques
Maroc	Sunnisme	Arabe	Berbère	Reconnaissance tardive : haut-commissariat à l'amazighité (Algérie, 1996) ; Institut royal de la culture amazigh (Maroc, 2001)
Algérie				
Turquie		Turc	Kurde, azéri	Résurgence du problème kurde fin 2007 (PKK)
Iran	Chiisme	Persan	Azéri, kurde, arabe	Persécution des bahaïs (minorité religieuse)

Tableau 17.3 – Diversité religieuse et culturelle

État	Religions	Langues	Rapports réciproques
Irak	Chiisme	Arabe	Guerre civile depuis 2003
	Sunnisme	Kurde	Émancipation du Kurdistan
	Christianisme		
Israël + territoires occupés	Sunnisme	Arabe	Blocage du processus de paix depuis 2000
	Judaïsme	Hébreu	
	Christianisme		Focalisation réciproque sur Jérusalem

2. Histoire politique des États d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient : principaux repères

Tableau 17.4 – États arabes et pouvoir

État	Indépendance	Chefs d'État ⚔ : coup d'État △ : roi	Infrastructures emblématiques
Égypte	1936	△ Farouk I ^{er}	Barrage d'Assouan ; lac Nasser
		⚔ 1952	
		1981 : H. Moubarak	
Syrie	1943	⚔ 1970	Lac Assad
		Hafez puis (1999) Bachar el-Assad	
Libye	1951	△ Idris I ^{er}	Grande rivière artificielle
		⚔ 1969	
		M. Khadafi	
Algérie	1962	⚔ 1965	Complexes pétrochimiques (Arzew, Skikda)
		1999 : A. Bouteflika	
Jordanie	1946	△ 1999 : Abdallah II	
Maroc	1956	△ 1999 : Mohammed II	Aéroport Mohammed-V ; mosquée Hassan-II (Casablanca)
Arabie Saoudite	1932	△ 2005 : Abdallah	Raffineries (Jubail, Yanbu)
			Aéroports (Djedda, Riyad)
Émirats arabes unis (EAU)	1971	△ Cheik Khalifa Ben Zayed (Abu Dhadi)	Durj Bubaï : plus haute tour au monde, en construction

3. Les villes dans le monde arabe

On considère Jéricho, en Cisjordanie, comme l'une des toutes premières villes de l'histoire : première cité conquise par les Hébreux au terme de l'Exode, elle remonterait au VIII^e millénaire. Il s'agit de ports, tels Tyr ou Carthage fondés par les Phéniciens, ou de cités marchandes en position de carrefour entre des terroirs complémentaires (Alep, Jérusalem...). La période grecque et romaine reprend cette trame en y ajoutant de nouvelles cités destinées à améliorer le contrôle des territoires : les nombreuses « Alexandrie » de la période hellénistique, Antioche, Tripoli... L'expansion musulmane crée des villes supplémentaires, telle Bagdad, la « ville ronde » dont les Abbassides font leur capitale, ou Kairouan en Tunisie. La ville musulmane est largement structurée par les fonctions religieuses : une école coranique (*madrassa*) se trouve accolée à la mosquée qui rassemble les fidèles pour la prière et la prédication le vendredi à midi. Les artisans et commerçants sont répartis par métier, autour du marché (le souk). Palais et garnison s'ajoutent à ces éléments dans les villes du pouvoir. Les communautés sont organisées par quartiers homogènes (*millet* sous les Ottomans). La colonisation européenne a parfois juxtaposé des quartiers « coloniaux » à larges avenues et jardins, tel l'Hivernage à Marrakech.

4. Typologie des réactions à la vague islamiste dans le monde musulman

- Le salafisme saoudien a utilisé la rente pétrolière pour soutenir les mouvements ralliés à sa cause et financer la *djihad* en Afghanistan. Fondée en 1962, La Ligue islamique mondiale, ONG proche du pouvoir, a multiplié ses relais : « Pour la première fois en quatorze siècles, on peut trouver d'un bout à l'autre de l'*umma* les mêmes volumes, les mêmes cassettes, qui proviennent d'un même circuit de diffusion » (G. Keppel).

- Autre phare de l'islamisme, version chiite : l'Iran des ayatollahs. À partir de 1989, le pays, exsangue, connaît cependant sa « phase thermidorienne » (O. Roy). Derrière les diatribes du président Ahmadinejad s'opèrent des mutations sociales décisives, porteuses d'une « révolution invisible » (T. Coville).
- La Libye du colonel Kadhafi et, tardivement, l'Irak ont associé panarabisme et panislamisme : en 1991 comme en 2003, S. Hussein s'est présenté à l'opinion arabe comme la cible d'une « croisade » occidentale orchestrée par « les chrétiens de la Maison Blanche ».
- La répression des islamismes l'a emporté au sein des régimes progressistes laïcs : Algérie, Tunisie, Égypte, Turquie.

5. Les ententes régionales dans le monde arabe

- La Ligue arabe, née en 1945, initialement anti-britannique, est devenue le fer de lance de l'anti-sionisme. Elle promeut depuis 2002 un plan de paix associant reconnaissance d'Israël et évacuation des territoires occupés. Économiquement, une zone de libre-échange se profile : c'est l'objectif du Greater Arab Free Trade Area (GAFTA), en vigueur depuis 2005, soit huit ans après son adoption par le sommet d'Amman en 1997.
- Le Conseil de coopération du Golfe associe depuis 1981 les pétromonarchies de la péninsule Arabique. Destiné initialement à contenir la vague chiite venue d'Iran, il se tourne ensuite contre la menace irakienne. En 2005, il s'est constitué en union douanière. Parallèlement, un processus d'unification monétaire est en cours, mais l'achèvement, prévu en 2010, a été repoussé. Enfin, un accord de libre-échange avec l'UE est imminent, vingt ans après la signature, en 1988, d'un accord de coopération.
- Par contraste, l'intégration du Maghreb fait pâle figure. L'Union du Maghreb arabe (UMA), formée en 1989, n'a tenu aucun sommet ni signé aucune convention depuis 1994 ; c'est de plus en plus une coquille vide.

6. Trois stratégies de développement dans le monde arabe : étude de cas

a. L'Algérie : « l'industrie industrialisante »

Adopté dès les lendemains de l'indépendance, le triptyque nationalisation/planification/protectionnisme se combine à une posture géopolitique qui, malgré le non-alignement proclamé, conduit Alger à se lier à Moscou. Le but est, en s'appuyant sur des groupes publics, de valoriser les ressources en hydrocarbures pour doter le pays d'une industrie lourde susceptible de créer des industries dérivées et des emplois et d'achever la rupture avec l'ancienne métropole après une guerre de huit ans qui a occasionné drames et rancœurs de part et d'autre. Les complexes d'industrie lourde des années 1960 – pôles littoraux d'Arzew, Skikda (pétrochimie), Annaba (sidérurgie sur l'eau) – sont complétés, à partir des années 1970 par des industries d'aval disséminées à l'intérieur des terres.

Le contre-choc pétrolier des années 1980 révèle les limites de cette stratégie : faible productivité ; impérialité d'une bureaucratie cliente du FLN ; nécessité d'importer massivement des céréales, l'agriculture ayant été délaissée alors que la population augmente vite (onze millions en 1962, trente-neuf millions en 2007). Les difficultés nourrissent l'émigration puis les violences de la décennie 1990 : le Front islamique du salut et les organisations extrémistes recrutent sans peine dans une jeunesse nombreuse et privée de perspectives. « La dynamique est brisée et tous les défauts du système, longtemps camouflés, apparaissent au grand jour. Le manque chronique d'infrastructures et de cadres compétents perturbe l'activité. Certains hôpitaux, flambant neufs, restent fermés faute d'infirmières. Les coupures de courant, d'eau, de téléphone sont quasi quotidiennes » (J.-P. Tuquoi, *Le Monde*, 30 juin 2002). Le pays, surendetté, doit passer sous les fourches caudines du FMI : le plan d'ajustement structurel adopté en 1993 accélère la privatisation et la libéralisation de l'économie.

b. La Tunisie

En juin 2007, le forum de Davos, dans son rapport sur la compétitivité, a placé la Tunisie en tête du continent africain (devant l'Afrique du Sud !) comme du monde arabe (devant l'Égypte). Performance notable, à moins d'un an (au 1^{er} mars 2008) de l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange, signé avec l'UE en 1995.

L'extraversion du pays, faible producteur de pétrole, est d'autant plus remarquable que, lors de l'indépendance, la stratégie de développement retenue fut celle du dirigisme et de la collectivisation :

transports, énergie, banques, commerce, exploitations agricoles regroupées en coopératives d'État. Un premier tournant intervient en 1970, avant que le choc pétrolier ne fasse plonger l'endettement du pays. En 1986, l'adoption d'un plan d'ajustement structurel précède les privatisations massives de l'ère Ben Ali. La Tunisie intègre le GATT en 1990, deux zones franches sont créées, à Zarzis (produits pétroliers) et Bizerte (réparation navale, services). La croissance repart : depuis dix ans, elle avoisine les 5 %.

L'agriculture n'a jamais été sacrifiée : exportation d'huile d'olive et d'agrumes, souvent en primeurs, de vin, pour 70 % classé AOC. L'industrie textile, longtemps vecteur de la stratégie exportatrice du pays, recule désormais face à la concurrence est-européenne et surtout asiatique depuis la fin des accords multifibres : un ouvrier tunisien gagne entre cent quinze et cent trente euros par mois, soit plus du double d'un ouvrier chinois. La remontée des filières s'est traduite par l'essor des exportations de produits mécaniques et électriques, en sous-traitance des équipementiers européens. Même dynamique pour le tourisme ; l'heure est désormais à la multiplication des complexes de luxe, entreprise par des *joint-ventures* (TTS-Sofitel, Affès-Sheraton, etc.), à la diversification de l'offre (thalassothérapie, golfs) et de la clientèle (Russes, Chinois). Le pays dispose d'atouts solides, notamment son capital humain et sa stabilité politique, en dépit de l'attentat islamiste survenu à Djerba en 2002.

Revers de la médaille : un régime autoritaire (deux présidents depuis 1956 !), brandissant le spectre de l'islamisme pour justifier le muselage de la presse et une violation récurrente des droits de l'homme. Pour la journaliste F. Beaugé, la Tunisie est le « pays des illusions perdues », miné par l'accroissement des inégalités et le culte de la personnalité.

c. Bahreïn

Les gisements pétroliers précocement exploités sont en voie d'épuisement. Depuis la guerre du Liban, Bahreïn, centre *off-shore*, a détrôné Beyrouth et s'affirme comme la capitale financière du monde arabe (inauguration du *Bahreïn Financial Harbour* en mai 2007), tout en exportant un aluminium bon marché et en s'ouvrant au tourisme (en accueillant, par exemple, un Grand Prix de Formule 1 depuis 2004).

7. La Palestine et le conflit israélo-arabe : quelques repères

- La Palestine, au sens géographique du terme, constitue un espace sacré. Ce que les Juifs nomment *Eretz Israël* fait partie pour les musulmans de la terre d'Islam, le *Dar al-Islam*. On a « deux peuples pour une terre », chacun invoquant des « droits historiques ». Jérusalem est l'épicentre de ce choc des représentations géopolitiques.
- La Palestine serait de toute éternité un espace arabe. La conviction est renforcée par le fait qu'au peuplement d'Israël par les Juifs de la diaspora correspond symétriquement la naissance d'une diaspora palestinienne grossie des vagues successives de réfugiés. La fondation en 1964 par des Palestiniens en exil, dont Y. Arafat, d'une OLP qui se fixe pour but la destruction de l'État israélien et utilise pour ce faire détournements d'avions et prise d'otages, contraint, en médiatisant la « cause palestinienne », les gouvernements arabes à dénoncer sans relâche « l'ennemi sioniste » : l'exigence d'une « libération de la Palestine » devient le ciment du panarabisme*, gommant commodément les tensions interarabes. Quitte à ce que les gouvernements répriment cette OLP quand elle est jugée menaçante pour la stabilité de l'État, comme le fit la Jordanie en 1970 (« Septembre noir ») ou la Syrie associée aux milices chrétiennes lors de la guerre du Liban.
- La dénonciation de l'« impérialisme israélien » argue des connexions établies par l'État hébreu avec les Franco-Britanniques en 1956 puis avec les États-Unis. Elle est renforcée par l'annexion après la victoire éclair de l'armée israélienne (*Tsahal*) en 1967 du Golan syrien et l'occupation par celle-ci des territoires censés constituer l'État palestinien, la Cisjordanie et la bande de Gaza. Les repréailles parfois meurtrières d'Israël à la suite d'actes terroristes sur son sol, ainsi que l'implantation de colonies juives en Cisjordanie entretiennent les griefs.
- Après la défaite de 1973, l'Égypte de Sadate, pressée par l'Amérique, normalise ses relations avec l'État hébreu. Ce qui lui vaut d'être mise au ban du monde arabe (Sadate est du reste assassiné en 1981 par des militaires intégristes).
- La fin de l'URSS et la défaite de S. Hussein en 1991 enlèvent à l'OLP de précieux soutiens : après la guerre du Golfe, Washington estime qu'il faut apaiser une opinion arabe qui avait manifesté sa sympathie pour le dictateur irakien. Parallèlement, l'OLP a fait la preuve lors de la première « guerre des pierres » (*intifada*) qu'elle avait l'approbation de nombreux Palestiniens et les partisans de la paix, autour du parti travailliste de Y. Rabin, se renforcent en Israël. Les conditions favorisent le dialogue entre Tel-Aviv et

l'OLP, sous médiation américaine : négocié à Oslo, un « processus de paix » qui prévoit le transfert par étapes des territoires occupés à une Autorité palestinienne est officialisé devant la Maison Blanche en 1993. La reconnaissance *de facto* d'Israël s'impose régionalement, Y. Arafat prend la tête de l'Autorité palestinienne qui s'installe dans les quelques lieux évacués par *Tsahal*, dont Gaza en 2005.

8. Les relations entre la France et le Maghreb

La France est le premier fournisseur du Maghreb, le premier client du Maroc et de la Tunisie (à hauteur de 30-33 % de leurs ventes). Nombre des touristes qui fréquentent ces deux derniers pays viennent de l'Hexagone. Les liens reposent sur l'usage du français par les élites et une partie des médias locaux, malgré la politique algérienne d'arabisation de l'enseignement ; nombreux sont les étudiants marocains en France, tandis que des retraités français s'installent au Maroc ou en Tunisie. L'héritage de l'ère coloniale est relayé par la présence en France d'une nombreuse diaspora maghrébine issue de l'immigration (30 % des 4,2 millions d'immigrés présents en France viennent du Maghreb – évaluation basse), à l'origine d'interactions culturelles et de flux financiers. Les échanges intellectuels ne sont pas négligeables : nombre d'auteurs maghrébins écrivent en français, tel Tahar Ben Jelloun, ou sont traduits ; les colloques scientifiques qui réunissent les chercheurs des deux rives sont fréquents, sur l'histoire de la guerre d'Algérie par exemple. Sur le plan diplomatique, la France, forte de sa présence ancienne au Liban, autre pays phare de la francophonie, et des liens préservés avec le Maghreb, pratique une « politique arabe » qui entend à la fois améliorer des positions commerciales (pour équilibrer les achats d'hydrocarbures) et contribuer à la paix en Méditerranée. Toutefois, les résultats restent incertains, comme on le voit au Liban, et Paris doit de plus en plus inscrire son action dans un cadre européen.

9. Les routes du pétrole en Méditerranée

Les hydrocarbures nord-africains gagnent sans difficulté l'Europe. Plus problématique a été la connexion des gisements du Golfe aux ports consommateurs du Nord : les routes du pétrole restent tributaires des aléas géopolitiques.

Jusqu'à la fin des années 1960, elle s'opère par la Méditerranée, via la mer Rouge (Aden, puis Suez) ou les oléoducs débouchant en Syrie et au Liban. À partir de la guerre des Six Jours, le canal de Suez puis les oléoducs Golfe/Levant se ferment : la route d'Ormuz et du Cap s'impose. Dans les années 1980, la guerre Iran/Irak compromet la sécurité du Golfe et le détroit d'Aden passe sous contrôle soviétique : Éthiopie, Yémen du Sud. Dès lors, les pays producteurs contournent les deux détroits : des oléoducs aboutissent en mer Rouge et en Turquie (Kirkouk-Ceyhan). Puis la Méditerranée retrouve le premier rôle : le canal de Suez, rouvert (1975) et élargi, est doublé d'un oléoduc en territoire égyptien (SUMED). Le port turc de Ceyhan, à la convergence des oléoducs provenant du Golfe et de la Caspienne, incarne la rente géopolitique remarquable dont bénéficie la Turquie.

10. Les conflits territoriaux en Afrique du Nord et au Moyen-Orient

- Entre l'Algérie et le Maroc, notamment après le retrait espagnol du Sahara occidental (1975) : Alger soutient le front Polisario dans sa lutte pour l'indépendance des Sahraouis, Rabat concrétise ses prétentions par le peuplement et la mise en valeur du territoire.
- Entre le Yémen et l'Arabie Saoudite, l'absence de bornage a longtemps été instrumentalisée par Riyad, jusqu'à l'accord intervenu en 2000.
- Au sein du Golfe : la guerre Iran/Irak (1980-1988) a prolongé l'affrontement séculaire entre les mondes perse et arabe pour le contrôle du Chott el-Arab, à la confluence du Tigre et de l'Euphrate, chacun misant sur le ralliement de minorités « à libérer » : Arabes du Khouzistan iranien, chiites du Sud de l'Irak.
- Envahissant en 1990 le Koweït, la « treizième province » de l'Irak selon lui, S. Hussein radicalise le refus initial de Bagdad de reconnaître l'émirat, considéré, avant même son indépendance (1961), comme une création artificielle de l'impérialisme britannique.

11. La condition des femmes dans le monde arabo-musulman : deux cas

Les rapports successifs du PNUD sont éloquentes (les indicateurs sexo-spécifiques de développement humain sont médiocres dans cet espace), tout en soulignant des écarts significatifs. Prenons les deux cas extrêmes :

- Les Saoudiennes : dans *Femmes sans ombre* (2005), la cinéaste Haifaa al-Mansour a juxtaposé les témoignages de femmes privées du droit de conduire, de travailler (à quelques exceptions près), de sortir seules.
- Les Tunisiennes : elles bénéficient depuis 1956 des acquis du Code du statut personnel voulu par Bourguiba, émule d'Atatürk : interdiction de la polygamie, de la répudiation, droit au divorce, à l'avortement. Le nouveau Code marocain de la famille, publié en 2004 par Mohammed VI, va dans le même sens